



Madagascar 1972 : l'autre indépendance

Françoise Blum

► To cite this version:

Françoise Blum. Madagascar 1972 : l'autre indépendance : Une révolution contre les accords de coopération. Le Mouvement social, 2011, 236, pp.61-87. hal-00666993

HAL Id: hal-00666993

<https://hal.science/hal-00666993>

Submitted on 18 Feb 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Madagascar 1972 : l'autre indépendance.

Une révolution contre les accords de coopération

En mai 1972, douze ans après le 26 juin 1960¹, Madagascar a vécu une Révolution. Ses acteurs contestaient la réalité de cette indépendance proclamée le 26 juin, récusaient la pertinence de sa commémoration et demandaient une autre indépendance, cette fois réelle, débarrassée du poids écrasant de l'ancienne puissance coloniale. Les événements qui se déroulèrent alors dans la Grande Ile ont conduit à ce que l'on a pu appeler la deuxième Indépendance malgache. Les manifestants ont fait tomber un régime, en l'occurrence l'Etat PSD², entaché de connivence avec l'ex- métropole. Ils ont obtenu la révision des accords de coopération avec la France, ratifiés très significativement le 27 juin 1960, un jour seulement après l'Indépendance. Les accords de coopération, signés entre la France et ses ex-colonies - Guinée exceptée -³ sont au nombre de 11 pour Madagascar. En 1972, la convention d'établissement et les accords portant sur l'économie et les finances, la politique

Nous remercions de leur aide et des encouragements qu'elles nous ont prodigué Irène Rabenoro, ambassadeur de Madagascar auprès de l'Unesco, Françoise Raison-Jourde, Professeur émérite à l'Université Paris 7, Lucile Rabearimana et Gabriel Rantaondro, Professeurs à l'Université de Tananarive. Nous remercions d'avoir accepté un entretien Son excellence Irène Rabenoro, ambassadeur de Madagascar auprès de l'UNESCO, ancienne manifestante de Mai 72 et fille du ministre de la santé de l'époque, Son Excellence Alain Plantey, Ambassadeur de France, Willy Razafinjato dit Olala, que l'on a pu appeler le « Cohn-Bendit malgache » et Olivier D'Hont, professeur à l'université Paris 1, et qui était en 1972 lycéen à l'Ecole du Sacré cœur de Tananarive.

¹ Les accords portant transfert à la République malgache des compétences de la Communauté ont été signés le 2 avril 1960 et ratifiés par le Parlement français le 17, par le Parlement malgache le 15. Le 27 juin, l'Indépendance était proclamée à Tananarive et le 27 étaient signés les accords de coopération.

² Pour un tableau général des accords de coopération sur l'ensemble de l'ex-empire, voir : Jacques-Antoine Basso, Les accords de coopération entre la France et les états africains francophones : leurs et leurs conséquences au regard des indépendances africaines, in : C.R. Ageron et Marc Michel, Dir., *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*, CNRS ed., pp.255-284 . Sur les accords signés avec Madagascar, voir (outre le *Journal Officiel de la République Malgache* : Philippe Leymarie, Les accords de coopération franco-malgaches ; l'accord de coopération financière, économique et monétaire et XXX, Le poids de l'assistance technique, *Le Mois en Afrique : revue française d'études politiques africaines*, n° 78/1972, pp.55-70

³ Le PSD : Parti social démocrate malgache est celui du Président Tsiranana. Il a pris la suite du PADESM, parti des déshérités de Madagascar, essentiellement composé de côtiers, et qui s'est révélé , en particulier en 1947, le meilleur allié de l'occupant. Sur le PADESM, voir : Raymond Delval, L'Histoire du PADESM ou quelques faits oubliés de l'histoire de Madagascar in Charles-Robert Ageron (Dir.), *Les chemins de la décolonisation de l'empire français, 1936-1956*, Ed. de CNRS, 1986. Le PSD truste depuis les débuts de la République malgache tous les postes administratifs et de pouvoir. On peut parler, sans présomption, à propos de Madagascar, d'Etat-Parti.

étrangère, la défense et l'enseignement empiètent singulièrement sur la souveraineté de la jeune nation. Ils impliquent la présence d'assistants techniques à tous les échelons du pouvoir, de l'économie et de l'éducation. Les Français vivant à Madagascar sont en 1972 au nombre de 74 500 dont 43 500 appartiennent à la communauté comorienne⁴. Notons également, - parce que cela fait le bonheur de l'historien(ne) - l'intense activité de l'ambassade de France et de son ambassadeur Alain Plantey, ancien adjoint de Jacques Foccart et Secrétaire de la Communauté, ainsi que celle d'un service de renseignements fondé sur un très dense réseau consulaire. Les manifestants ont également obtenu l'accélération de la malgachisation, c'est-à-dire d'une part de l'usage de la langue malgache en lieu et place de la langue française et d'autre part du remplacement des Français par les cadres malgaches. Les choses sont néanmoins fort complexes et les enjeux loin d'être simples. Nous essaierons dans cet article d'analyser un mouvement social qui fut à la fois scolaire, étudiant et travailleur (très marginalement paysan), anti-impérialiste et/ou nationaliste. Ce mouvement concerna toute l'île, capitale et province, hauts-Plateaux et régions côtières⁵. Au cœur de la révolte de Mai 1972, il y a la question de l'enseignement, de la scolarisation et partant celle de la formation des élites de l'Indépendance. Or tout ce qui concerne l'enseignement est soumis au septième accord de coopération et à sa *Convention annexe sur l'aide et la coopération entre la République française et la République malgache dans le domaine de l'enseignement et de la culture*⁶. La convention repose sur deux grands piliers : d'une part l'aide accordée par la République française à la République malgache et d'autre part la coopération censément réciproque entre les deux états, mais dans les faits bien entendu parfaitement inégale. La pièce maîtresse du dispositif est la « validité de plein droit » des diplômes malgaches sur le territoire de la République française. « Validité de plein droit » implique que les diplômes soient les mêmes et, partant, que l'enseignement le soit. Cette validité de plein droit est garantie par le fait que sont confiés à des fonctionnaires « dont la qualification et la nomination sont laissées à l'appréciation de la République française, et qui relèvent de son autorité...l'organisation et la sanction des examens et concours ouvrant droit à l'obtention des diplômes, brevets, titres de qualification en usage dans la République française »⁷. Cette question

⁴ Gérard Althabe, Tananarive en 1972, in : *Anthropologie politique d'une décolonisation*, op. cit. p. 157

⁵ A Madagascar, l'opposition capitale/province est beaucoup moins prévalente que l'opposition entre Hauts plateaux et côtes, opposition qui, si elle existait bien déjà avant la colonisation a été largement entretenue par l'occupant qui en a fait un instrument de pouvoir, favorisant les côtiers pour contrer le nationalisme des hauts Plateaux.

⁶ JORM, 23 juillet 1960

⁷ Cité par Anne-Marie Goguel, op.cit. p. 158

d'un enseignement à construire à partir -ou contre- le legs colonial dont les accords de coopération sont perçus comme le prolongement, touche évidemment l'ensemble des territoires de l'ancien empire mais se pose assez différemment à Madagascar et dans l'ex Afrique Occidentale Française⁸. Il y a incontestablement une spécificité malgache, liée tant au passé pré colonial de la Grande-Ile qu'aux stratégies différenciées de la politique coloniale, et, peut-être aussi, à l'extrême éloignement de la métropole. Il y a une spécificité malgache faite aussi d'un passé de révoltes, qui culminent avec l'insurrection de 1947, noyée dans le sang. Un mouvement social - outre l'intérêt intrinsèque qu'il y a à analyser les formes qu'il prend, les groupes sociaux qu'il oppose ou qu'il rassemble, les discours qu'il véhicule et les rapports de force comme les failles dont il témoigne - peut être aussi un excellent prisme de lecture d'une situation héritée dont l'avenir d'une nation est dépendante, et dont cette nation essaye de se déprendre.

Nous connaissons parfaitement le film des événements grâce aux témoignages écrits sur le vif⁹, aux analyses produites dès 1972, en particulier par Gérard Althabe, aux rapports des services de renseignements malgaches et aux rapports de l'ambassade de France et des consulats présents sur tout le territoire¹⁰. Les ingrédients successifs en sont les suivants : des revendications corporatistes, une gestion de crise désastreuse par les pouvoirs publics, qui alternativement laissent pourrir ou répriment vigoureusement, une radicalisation politique du mouvement, une répression

⁸ Sur l'enseignement en AOF, il n'existe à ce jour que : Jean Cappellet, *L'éducation en Afrique noire à la veille des indépendances (1946-1958)*, Karthala, 1990.

⁹ Trois jours qui ébranlèrent Madagascar, *Le Mois en Afrique : revue française d'études politiques africaines*, n°78, juin 1972, pp. 44-50. [Informations recueillies sur place par le G.I.M.O.I = Groupe d'information sur Madagascar et l'Océan indien]

¹⁰ Sur la chronologie des événements, il existe plusieurs sources que l'on peut recouper : Les Archives nationales d'Antananarivo permettent une vue très complète des événements sur l'ensemble du pays ; les Archives de l'ambassade de France : Nantes – Archives diplomatiques : Carton 135, 136 offrent des rapports très complets sur les événements, y compris en province et en permettent d'établir une chronologie très détaillée. On peut aussi consulter la presse et en particulier le journal *Lumière. La Revue française d'Etudes politiques africaines* : « Le Mois en Afrique » propose un dossier très complet sur Madagascar, avec une chronologie des « Trois jours qui ébranlèrent Madagascar ». Il est indispensable de lire les analyses de Gérard Althabe : « Les luttes sociales à Tananarive en 1972 », *Cahiers d'études africaines*, 80, XX-4, pp.407-447 repris dans : Gérard Althabe, *Anthropologie politique d'une décolonisation*, L'Harmattan, 2000 ou celles de Didier Galibert : Mai 72 : la deuxième indépendance malgache in Yves Combeau (Dir.), *La Réunion-Madagascar, 1942-1972 : départementalisation et indépendance*, Sedes/université de la Réunion, 2002. On peut consulter aussi : Gérard Roy, *Contribution à l'histoire des indépendances malgaches (1959-1960)* (1972), Etudes malgaches, Cahier III. Cela a d'autant plus d'intérêt que Gérard Roy est le chercheur de l'ORSTOM accusé par Tsiranana de complot maoïste. Il y a également dans le fonds Foccart des Archives nationales des dossiers sur Madagascar que je n'ai malheureusement pas eu l'autorisation de consulter..

disproportionnée avec des arrestations massives, qui entraînent l'entrée des adultes et des jeunes chômeurs de la capitale, les ZWAM¹¹ dans l'arène, des journées sanglantes marquant une fin de non retour et la rupture définitive entre le pouvoir et les manifestants, l'appel à l'armée et la prise du pouvoir par cette dernière. La grève de la jeunesse se sera muer en quelques jours en grève générale, qui elle-même deviendra une Révolution.

Les débuts d'une grève : L'Ecole de Befelatanana et le legs colonial

Ce qui va devenir une révolution débute à l'Ecole de médecine de Befelatanana le 23 janvier 1972. Les 210 élèves se mettent en grève pour protester contre de mauvaises conditions matérielles, notamment les conditions d'internat - interdiction des visites, fermeture de l'internat dès après le repas du soir -, les douches qui ne fonctionnent pas, la mauvaise qualité de la nourriture, et le retard dans le versement des bourses. Au-delà de ces aspects corporatifs, il y a un réel malaise. Befelatanana est une école professionnelle, créée en 1896 pour former les auxiliaires malgaches des médecins français. Elle est d'une certaine façon l'archétype de l'enseignement inventé par les colonisateurs pour les colonisés. Toute la politique scolaire initiée par Galliéri a été fondée sur le principe d'un enseignement inégalitaire dont le but est de former des auxiliaires et/ou subalternes capables d'épauler les Français, mais non de les égaier. Il s'agissait de « fournir aussitôt que possible des auxiliaires à nos colons pour les entreprises industrielles et commerciales »¹² mais « Il y aurait un grave inconvénient à multiplier le nombre des jeunes malgaches auxquels une instruction étendue et l'acquisition complète de notre langue enlèveraient le goût du labeur, inculqueraient des idées et des aspirations qui ne rendraient pas plus facile l'exercice de notre autorité »¹³. L'enseignement délivré aux métropolitains et aux autochtones ne sera donc pas le même. On comprend dans ces conditions que Befelatanana ait été à l'époque coloniale un foyer nationaliste, servant notamment de creuset

¹¹ ZWAM : Zatovo Western Amical Malagasy (Amicale des jeunes de Western), le A signifiant aussi Andevo, c'est-à-dire descendant d'esclaves. Voir notamment : Jean-Roland Randriamaro, *Aux origines des Zwam : les jeunes des bas quartiers de Tananarive de l'entre-deux-guerres jusqu'à 1972* in : *Madagascar revisitée*, sous la dir. de Didier Nativel et Faranirina V. Rajaonah, Karthala, 2009. Voir aussi : Françoise Raison-Jourde, « Les ZWAM : qui sont-ils, que veulent-ils ? », *Réalités malgaches*, n°22, 16-30 juin 1972, p.26-28. ZOAM = Zatovo orin'asa anivo'ny Madagasikara (Les jeunes sans-travail de Madagascar)

¹² Circulaire du 5-10-1896 citée par Julien Rakoto, *La crise de l'enseignement supérieur à Madagascar, Le Mois en Afrique : revue française d'études politiques africaines*, op. cit., p.54

¹³ Cité par Julien Rakoto, *ibid.*, p.

aux sociétés secrètes, la VVF¹⁴ et la Jina¹⁵. L'école forme toujours en 1972 des médecins « au rabais », et ce d'autant plus qu'a été ouverte une filière médecine à l'université dont la dernière année est accomplie en France¹⁶. Les grévistes bénéficient d'un fort capital de sympathie au sein de l'université, dont l'origine est clairement explicitée par une note confidentielle adressée au Ministère des Affaires culturelles le 13 avril 1972 : « Les revendications de Befelatanana se situent dans une ligne générale qui a de très profondes racines dans les milieux intellectuels malgaches, depuis le temps où la création de l'école d'Ankadinandriana promettait de former des docteurs en médecine au titre de Madagascar, continué par les oppositions entre docteurs en médecine malgaches et médecins de colonisation, puis médecins de Befelatanana et docteurs en médecine, d'où un impact important sur l'élite intellectuelle malgache (au moins à Tananarive) qui y retrouve des échos de sa jeunesse »¹⁷. Les grévistes se heurteront à une fin de non-recevoir des pouvoirs publics. Néanmoins, respectueux de la vie politique malgache, ils mettent une fin provisoire à leur grève pour permettre le bon déroulement des élections présidentielles, fin janvier, élections qui se solderont par l'improbable score de 99,74% en faveur de Philibert Tsiranana. Une fois les élections terminées, l'école se remet en grève sans plus de succès.

D'autres inquiétudes, plus ou moins diffuses, troublent les grévistes : les débouchés, contrairement à ce qui avait toujours été le cas ne sont plus assurés, les programmes et les examens sont très durs¹⁸, d'une difficulté encore renforcée par l'application à Madagascar du décret Boulin, on ne voit pas à quoi servent certaines matières (en particulier la littérature française !). Et la note de conclure : « Ne pas étudier à fond cette question et sans cesse la repousser, en jouant des vacances et des examens, aboutirait à maintenir un foyer de revendications latéro- universitaires certes mais d'où le feu peut facilement gagner l'université elle-même. ». Mais le gouvernement n'écouterait pas cette cassandre. Après une période de mutisme têtue, la décision¹⁹ est prise de dissoudre l'Association des Etudiants en Médecine et Pharmacie (AEMP), qui représente les étudiants, et de fermer l'école - ce qui signifie jeter les internes à la rue. On ne la ré-ouvrira qu'après la réinscription individuelle de chaque élève, réinscription assortie de dures conditions. Au même moment se profilent à l'horizon d'autres

¹⁴ VVF : Vy vato Sakelika (Pierre, acier, section). La VVF a été démantelée en 1915.

¹⁵ La Jina joue un rôle déterminant dans l'insurrection de 1947

¹⁶ En 1971, il y a en France 150 étudiants en médecine malgaches.

¹⁷ ANM – Fonds Présidence.

¹⁸ Le décret Boulin, publié en France impose la moyenne aux examens

¹⁹ Le décret a été rédigé dès le 19 mars mais la décision n'est annoncée que le 19 avril.

réformes partielles (Réforme du BEPC à un mois de l'examen, limite d'âge à l'entrée en 6ème et en seconde). Toutes ces décisions interviennent après un voyage en France du Ministre des Affaires culturelles Laurent Bototoky²⁰, qui donne clairement aux étudiants le sentiment que le Ministre a pris ses ordres de Paris.

Ce sont les lycées Jules Ferry et Galliéni qui, après la dissolution de l'AEMP, entrent d'abord en grève pour soutenir leurs camarades, le 24, avec des slogans tels : « A bas l'impérialisme culturel », « le droit de l'élève ? », « Accords de coopération = Obstacle au développement ».

Les élèves ne restent pas confinés à leur établissement mais défilent dans les rues, sont en liaison avec l'université, affrètent même un camion du haut duquel ils diffusent leurs slogans avec un haut-parleur²¹. Ils distribuent dans les établissements scolaires un tract qui comprend déjà ce qui deviendront les slogans les plus unanimes de la grève.

«Primaires, secondaires, universitaires

Nous sommes tous des enseignés donc tous CON-CERNES

Les étudiants de Befelatanana se sont dressés pour appuyer leurs revendications : la répression a été féroce

Toi qui te lèveras pour présenter tes revendications : tu seras baïllonné

Nul ne peut contester les revendications de Befelatanana : elles sont légitimes

Nul ne pourra contester tes revendications : elles sont légitimes

TU N'ES PLUS UN GOSSE : TU SAIS CE QUE TU VEUX

Accepteras-tu qu'on étouffe la justice ?

Comme tu es bébé, le Fanjakana Rai-man-dreny²² [l'Etat « Père et Mère »] ignore délibérément ton droit et ta liberté

²⁰ ANM

²¹ ANM – Fonds Présidence

²² L'opposition entre les jeunes manifestants (« enfants », « bébés » etc) et « l'Etat Père et Mère » est souligné en permanence. Cet « Etat Père et Mère » leur dénie, à tort toute légitimité revendicative en les rabaisant au rang de petits enfants ou de bébés.

PARLE OU CREVE

Comité de grève »

Collèges et établissements privés vont suivre d'autant plus facilement que le 9 avril, le vice-président Calvin Tsiebo a encore jeté de l'huile sur le feu en annonçant à la radio la suppression du concours d'entrée en seconde²³. Or, les lycées sont alors réservés à une élite. 2,6% seulement des enfants scolarisés y entrent. Les enfants des écoles rurales n'ont alors pratiquement aucune chance d'y accéder, mais les enfants du privé et des CEG n'ont guère de chance non plus d'accéder au second cycle des lycées publics, réservés à plus de 75% aux lycéens eux-mêmes. Cela signifie pour beaucoup un arrêt brutal de la scolarisation au niveau de la classe de 3ème, avec ou non un BEPC. Pour remédier à cela, une réforme qui devrait rentrer en vigueur avec le 2ème plan²⁴ prévoyait d'instaurer un concours d'entrée en seconde dans un but, d'ailleurs probablement assez illusoire, de démocratisation. L'annonce de la suppression de ce concours, avant même qu'il ait existé, est l'étincelle de plus qui mettra le feu aux poudres.²⁵

L'Université : un terreau propice.

L'université quant à elle accueille alors près de 5 000 étudiants²⁶. Mise en place via une Fondation Charles de Gaulle de l'enseignement supérieur, elle est née par décret du 14 juillet 1961 – décret qui

²³ Gérard Althabe, *Anthropologie politique d'une décolonisation*, op. cit., p.242. Gérard Althabe est le seul à mentionner cette intervention radio-diffusée.

²⁴ Les principales options de ce qui aurait dû être le 2ème plan sont définies en 1971. Voir Anne-Marie Goguel, *Aux origines du mai malgache*, op.cit.

²⁵ En 1972, 50% des enfants sont scolarisés. Il y a à Madagascar à peu près 100.000 scolaires dans le secondaire (dont 50 000 à Tananarive), sur une population globale évaluée à 7 900 000 personnes. Le secondaire lui-même est divisé entre public et privé, et pour le 1^{er} cycle entre CEG et lycées.²⁵ On ne peut aborder la question scolaire à Madagascar sans souligner le rôle considérable joué par les missions -d'abord protestantes puis aussi catholiques - dès avant la colonisation. Les premières écoles ont été ouvertes dès 1820 par les missionnaires de la London Missionary school, avec l'accord du royaume merina²⁵. La connivence entre les autorités royales et les missionnaires, interrompue durant le règne xénophobe de la Reine Ranaivalona I est renforcée avec la conversion au protestantisme de Ranaivalona II en 1869. Les écoles des missionnaires protestants, contrairement à celles des catholiques, délivrent un enseignement en malgache.

²⁶ Julien Rakoto, *ibid.*

regroupe sous le label université les écoles supérieures de science, lettres et droit préexistantes – . Elle dépend , comme tout ce qui concerne l’enseignement supérieur, du septième accord de coopération. Une mince réserve est introduite via les « considérants » qui précèdent le texte de la convention en ce qui concerne « les études qui pourraient être le cas échéant, organisées et sanctionnées selon des normes exclusivement malgaches »²⁷. Les études de langue et littérature malgaches entrent ainsi par la toute petite porte dans le dispositif de l’enseignement supérieur. De fait, l’université malgache a un régime français, est soumise aux réformes faites en France –mais est toujours en retard d’une réforme : en 1972, on en est encore à la réforme Fouchet, et la Loi Faure suscite de grandes réticences ... -. Il n’est aucunement présomptueux d’affirmer qu’elle est restée française. On y mène encore des études sur l’Abbaye de la Chaise-Dieux ou sur les difficultés du vieux patois de Valenciennes²⁸. En 1973, le financement devrait en être assuré à un peu moins de la moitié par la France. Le budget prévoit pour un total de 9.763.548 FF (Etablissements universitaires, bibliothèque universitaire, Centre des œuvres universitaires) une contribution française de 4.624.074 FF. La France accorde d’autre part 200 bourses, chiffre qui devrait être porté à 220 en 1973²⁹. 200 des 250 professeurs, maîtres assistants et assistants seraient français³⁰. A l’inverse on compte 651 étudiants français à l’université de Tananarive.³¹ Néanmoins, en 1972, avec l’extension du nombre d’étudiants suite à un baccalauréat plus soupagement accordé, les premiers signes de difficulté dans l’encadrement sont apparus, amplifiés par la crainte de voir Tananarive lésée par la mise en place de centres universitaires à Tuléar et Majunga. L’insuffisance du nombre des enseignants a induit le recours à des professeurs sous-qualifiés. Les enseignants malgaches, regroupés à 80% dans leur syndicat, le S.E.C.E.S, se sont vus intégrés à la fonction publique malgache, ce qui a signifié une réduction de leur solde, contrairement à celle de leurs collègues français directement payée par l’éducation nationale de la métropole. Enfin, l’arrestation sur le campus même de deux enseignants malgaches impliqués dans un soi-disant complot maoïste a soulevé quelques inquiétudes sur le respect des franchises universitaires³². L’université a fait grève en mars 1971, ce qui a impliqué sa

²⁷ *Ibid.*, p.159

²⁸ Julien Rakoto, *ibid.*, p. 66.

²⁹ Archives nationales de Madagascar, Antananarivo, Fonds Présidence. Pour désigner les archives nationales de Madagascar, nous emploierons l’abréviation : ANM.

³⁰ Julien Rakoto, *ibid.*

³¹ Chiffre pour 1969, donné par Julien Rakoto, *ibid.*

³² ANM

fermeture immédiate par les autorités, mais aussi la mise en place d'une commission quadri-partite franco-malgache. Cette grève de mars 1971³³ va être en quelque sorte la répétition générale du mouvement de 1972.

Tous les ingrédients de la révolte sont en place : legs colonial, rapports à l'ancienne métropole, place du français dans l'enseignement, problème de la limite d'âge, démocratisation de l'enseignement, inadaptation de cet enseignement pensé à Paris à la situation économique et sociale malgache, problème des débouchés.

Modes et formes de la grève

Avec une rapidité qui témoigne à quel point le terrain était mûr, la grève se répand comme une traînée de poudre, gagne l'université puis l'ensemble des établissements secondaires de Tananarive. Le 26, elle est dorénavant déjà générale. Plusieurs aspects vont contribuer à l'efficacité du mouvement : le mode d'organisation rapidement mis en place par les grévistes, et qui va avec leur qualité de propagandistes ; leur capacité à défiler, à circuler, ralliant au passage des alliés qui les aideront dès le début et ne leur feront pas défaut aux heures cruciales, alliés dont ils sauront aussi obtenir une aide matérielle décisive ; leur inventivité aussi : inventivité des slogans, inventivité des chansons. Des groupes comme Mahaleho³⁴, aujourd'hui toujours célèbre, débiteront lors des événements et s'y construiront une notoriété.

Les slogans, comme les interventions publiques, les inscriptions sur les banderoles et pancartes³⁵ sont, en début de grève, énoncés en français et en malgache. Au fur et à mesure des événements, le malgache l'emporte, comme si un pays tout entier retrouvait, en dénonçant l'impérialisme culturel et la domination française, sa propre langue, et sa culture, pour ne pas dire sa fierté identitaire. Il y a différents malgaches : le malgache parlé en Imerina (Hauts Plateaux), qui est le malgache « noble » et les différents dialectes de l'île. La jeune République malgache a deux langues officielles : Français et Malgache, mais la langue du pouvoir, la langue du savoir est bien entendu le Français. Beaucoup

³³ Voir entre autre à propos de la grève de 1971 : Françoise Raison-Jourde, *Etre collégien malgache et oser manifester. Initiation à l'héritage occidental et invention locale dans l'occupation de l'espace urbain et la prise de parole en province (1971-1972)*, à paraître.

³⁴ Voir : *Mahaleho* : un film de Paes & Rajoanarivelo, Laterit productions, 2005. Au sujet des chansons voir : Françoise Raison-Jourde.....

³⁵ Voir à ce sujet : *La culture politique de Mai 1972 à travers les banderoles et les pancartes*, Mémoire de maîtrise, Université d'Antananarivo. Lucile Rabearimanana a eu la gentillesse de me communiquer ce mémoire comme elle a eu également la gentillesse de m'accorder un entretien (Antananarivo, août 2009)

de choses se nouent également autour de la question linguistique, absolument centrale à Madagascar, et productrice d'identités déchirées et de consciences malheureuses³⁶. Tout l'enseignement, de l'école rurale à l'université est délivré en français. C'est là aussi, bien entendu une des limites de cette étude. Le fait de ne pas connaître le malgache constitue un lourd handicap dans l'analyse d'un mouvement qui joue avec la langue (tant française que malgache) et la subvertit d'une étonnante façon. Nous ne produisons ici que la traduction de slogans la plupart du temps prononcés en malgache, alors que, rappelons-le le malgache était interdit à l'école.³⁷

Le mode d'organisation est très vite arrêté et évoluera peu. Il comprend un Conseil permanent qui regroupe 160 membres composés des représentants des différents établissements scolaires de la capitale à raison de deux représentants par établissement. Le conseil est lui-même divisé en plusieurs instances : l'organe de liaison chargé de diffuser les tracts et les consignes; le service d'ordre ; les services de sécurité et de santé. A côté du Conseil permanent est institué un Comité de grève comprenant l'organe chargé de la préparation du matériel - dont les tracts- baptisé Comité animation et propagande. C'est au sein de ce Comité animation et propagande que se manifestent les militants qui publient le journal d'opposition *Andry Pilier*. C'est ce groupe dont l'influence stratégique va contribuer largement à la politisation et à la radicalisation du mouvement, et dont les membres sont qualifiés indifféremment d'anarchistes, gauchistes ou maoïstes.³⁸

Sur le plan géographique, la grève est bicéphale : Le campus d'Ambohitsaina, à quelques 2 kilomètres du centre-ville, où ont lieu tous les jours les assemblées générales d'une part, et d'autre part le cœur de Tananarive où ont lieu les manifestations : rassemblements au Jardin Ambohitavo (textuellement Colline de l'enfance rebaptisé Jardin de la grève), défilé avenue de l'Indépendance. Du campus au centre et du centre au campus, les manifestants circulent, à pied malgré la distance mais aussi en voitures, individuelles, ou taxis³⁹ qui se mettent gratuitement à leur disposition. Le ministre de la culture va leur donner une excellente occasion d'accroître leur périmètre d'action en les convoquant

³⁶ On pense bien sûr, au suicide du grand poète de langue française Rabearivelo, attribué au poids trop lourd sur sa conscience, de ce qu'il considérait comme une trahison, l'usage de la langue et partant de la culture française.

³⁷ Les traductions ne sont pas difficiles à trouver : Dans les archives de l'ambassade de France, les tracts sont systématiquement traduits, par exemple. Dans certains cas, on m'a obligeamment aidé à traduire aux archives d'Antananarivo.

³⁸ Il faudrait faire une étude systématique du journal. Le temps et les problèmes de traduction m'en ont empêché à ce jour.

³⁹ Les taxis se mettent à la disposition des manifestants jusqu'à ce qu'ils entrent eux-mêmes en grève le 15 mai.

le 26 avril au stade d'Alarobia, à 5 kms environ de la capitale, pour une séance de confrontation, à laquelle il invite indifféremment, étudiants, scolaires et parents d'élèves. Des dizaines de milliers de manifestants ont ainsi l'occasion de défiler, accompagnés tout au long de leur passage par des démonstrations de sympathie. Ils portent des pancartes où l'on peut lire, en français et en malgache : « Pas de limite d'âge pour les diplômés » ; « Au secours, nous étouffons » ; « Enseignement instable et non adapté aux [Mala]Gasy » ; « A bas la colonisation culturelle » ; « La solidarité jusqu'au bout pour la suppression du pré-bac » ; « Il vaut mieux mourir debout » ; « Non à la violence » ; « Lutte ou crève » ; « Réviser les accords de coopération » ; « Le droit de l'élève » ; « Mort à l'impérialisme culturel » ; « Non à la répression » ; « oui à la compréhension » ; « Vous nous dites : ne gâchez pas le 1^{er} Mai avec la grève, nous vous disons : ne gâchez pas notre avenir avec vos décisions instables » « Luttons jusqu'au bout » ; « Affrontons dès aujourd'hui les problèmes de demain car qui dort sans prévoyance se réveille sans ressource » ; et la banderole de tête porte cette inscription : « Où en est la démocratie dans l'enseignement ? »⁴⁰. Le meeting ne tournera pas à l'avantage du ministre, qui se fait siffler, et ce d'autant plus qu'il parle en français alors que les délégués des étudiants, qui interviennent en malgache sont applaudis. Les explications laborieuses tentées par Laurent Bototeky viennent beaucoup trop tard, les grévistes iront « jusqu'au bout ». Le lendemain du meeting, les premières inscriptions directement hostiles à Tsiranana seront découvertes peintes sur les rues et les murs de la capitale : « Tsiranana dictateur » ; « Tsiranana capitaliste – 40 villas 4 châteaux »⁴¹. Néanmoins, la cérémonie du 1^{er} mai, qui est chaque année l'occasion d'une démonstration de force pour le PSD, et qui de plus en 1972 est l'occasion de la prestation de serment d'un Tsiranana nouvellement réélu, se déroule sans incident, mais en l'absence des étudiants et élèves.

Les soutiens à la grève

Ce meeting marque un des tournants d'une grève qui obtient de jour en jour des soutiens de plus en plus actifs : soutien des associations étudiantes d'abord : la FAEM (Fédération des associations des étudiants de Madagascar) à laquelle l'affiliation est automatique. La FAEM s'est radicalisée pendant la grève de 1971, sous l'influence conjuguée de militants venus de partis d'opposition comme l'AKFM⁴² et surtout le Monima⁴³, et de l'AEMO (Association des étudiants d'origine malgache) qui

⁴⁰ ANM – Fonds Présidence

⁴¹ *Ibid.*

⁴² AKFM : Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantena = Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar. Son Président en est alors le Pasteur Richard Andriamanjto.

après le Mai 68 français a envoyé des militants pour former les étudiants de Madagascar⁴⁴ : Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a alors en France des étudiants malgaches. Ils seraient 573 boursiers FAC ou malgaches⁴⁵ sur un total de 690⁴⁶; soutien ensuite des enseignants, qu'ils agissent individuellement⁴⁷ ou via leurs principaux syndicats (le S.E.C.E. S pour l'enseignement supérieur et le SEMPA pour le secondaire) qui appellent le 2 Mai leurs adhérents à suivre le mouvement⁴⁸; soutien des parents ensuite c'est-à-dire de la majorité de la population adulte. Des rapports signalent que des parents et en particulier des mères défilent dès les débuts de la grève aux côtés des jeunes : les grévistes organisent des quêtes qui leur rapportent suffisamment pour vivre et pour acheter le matériel nécessaire à la fabrication des tracts, banderoles et pancartes ; soutien des jeunes chômeurs de Tananarive : la participation des Zwam [Amicale des jeunes Western]⁴⁹ est une des originalités de ce mouvement social. Les ZWAM qui deviendront au cours du mouvement les ZOAM [Jeunes sans travail de Tananarive] sont des chômeurs d'origine populaire, bien souvent descendants d'esclaves. Ils se sont auto-nommés en référence aux westerns dont ils sont friands et ont leur propre code de langage. Leur langue va imprégner le vocabulaire politique, de mai à octobre 1972, et le renouveler profondément. Une très belle étude du phénomène a été faite dans une thèse d'ethno linguistique⁵⁰ soutenue par Irène Rabenoro, elle-même ancienne manifestante et fille du

⁴³ Monima : Madasikara otoni'ny Malagasy (Madagascar porté et pressé entre les bras des malgaches). Le Monima est un parti nationaliste, marxiste, à l'idéologie teinté de maoïsme et porteur du rêve d'une alliance entre les intellectuels et les campagnes. Il est à l'origine de la révolte du Sud et sera interdit suite à cette révolte.

⁴⁴ Julien Rakoto, *Ibid.*

⁴⁵ Julien Rakoto, *ibid.*

⁴⁶ Donnée Acadoc

⁴⁷ Cf cette lettre adressée par « un groupe d'enseignants » aux autorités compétentes où ils en appellent à la mémoire de De Gaulle : « Le geste magnanime du Général De Gaulle mérite d'être évoqué. A-t-il eu peur de prendre la décision d'émanciper les peuples d'Afrique, de Madagascar et d'Algérie malgré les bombes plastiques(?), les hostilités de l'OAS ? Non ! Il a pris sa responsabilité ; plein de gloire, il meurt adoré de tous, pleuré par ses ennemis mêmes. Voilà ce que les Malagasy souhaitent voir en leurs Président, vice-président et ministres de ce 3^e septennat... » ANM.

⁴⁸ Une des spécificités du mouvement malgache de 1972 est que les syndicats soutiennent sans être jamais en tant que tels à l'origine du mouvement.

⁴⁹ Voir note 21.

⁵⁰ Irène Rabenoro, *Le vocabulaire politique malgache pendant les événements de Mai 1972*, Université Paris VII, Thèse d'Etat, 1996.

ministre de la santé de l'époque. Ils auront leurs propres comités, et ils vont être, incontestablement, les acteurs à part entière, et les troupes de choc, du mouvement ; soutien des syndicats de travailleurs, plus tardif, mais qui sera déterminant : soutien ou plus exactement entrée en lutte de la province. Les grévistes de la capitale ont envoyé des émissaires à travers tout le pays, en voiture, en bus (où ils bénéficient de places gratuites), en avion même (là aussi gratuitement). La grève s'étend bientôt à l'ensemble des villes des hauts plateaux, progressant le long de la Nationale 7 : elle gagne Antsirabe, où le PSD échoue à mobiliser les parents contre les grévistes, Fianarantsoa où les élèves des écoles privées débauchent ceux du lycée, dès le 28 Toute la région est en grève le 3 mai. Elle gagne les villes côtières. Vers le Nord, Tamatave à l'Est, Majunga à l'Ouest, Diego Suarez ; vers le Sud Mananjara, Farafangana, Manakara, sur la côte Est, Tuléar sur la côte Ouest, et même la très excentrée Fort-Dauphin⁵¹. Partout, les formes et les slogans de la grève sont les mêmes, comme si la lutte avait su réunir habitants des hauts plateaux et côtiers. On discute et on convainc en général facilement les parents. Ces derniers se réunissent, dans des stades, sur les places publiques pour apporter leur soutien, et défilent avec les jeunes. On greffe sur le mouvement général des revendications locales : protestations contre la sévérité excessive de telle directrice, plainte à l'égard de la discipline. Les internats sont désertés ou quand ils ne le sont pas deviennent le lieu de « galantes » rencontres. La grève est active, très active et généralement gaie. A Tamatave, par exemple, la matinée est consacrée aux discussions et réflexion sur les slogans, l'après-midi aux jeux et aux chansons⁵². Outre l'hymne national, omni présent, de nouvelles chansons circulent, sont apprises, inventées. Les dérapages seront rares, malgré des arrestations de « meneurs » en général assez vite relâchés sous la pression de leurs camarades et des parents. A Majunga néanmoins des comoriens seront les victimes (probablement accidentelles) de l'émeute. Ce sont pourtant des troubles en province qui vont, à partir du 6 mai, redonner éclat et vigueur à un mouvement Tananarivien qui menaçait de s'étioler. Des heurts ont lieu à Ambalavao entre la police et les manifestants, suivis de quelques arrestations. Très vite la rumeur se répand qu'il y a eu un mort : l'élève Modeste Randrianarisoa, qui aurait été tué par les forces de l'ordre. Peu importe que le jeune homme soit en fait mort d'une fièvre pernicieuse (ce que confirme le certificat d'autopsie conservé dans les archives de Tananarive). La nouvelle remobilise. Des marches funèbres sont organisées. C'est là la première apparition d'une forme de manifestation qui va devenir bientôt composante intégrante de la grève : la cérémonie funéraire, sous toutes ses formes : défilés silencieux, veillées funèbres, messes

⁵¹ Nantes – Archives diplomatiques : Cartons 135, 136 : rapports des consuls.

⁵² Nantes – AD - Rapport du consul de Tamatave

Mais que fait donc le pouvoir ?

Ce système d'apartheid laissera de profondes blessures qui expliquent très largement certaines positions du gouvernement malgache et de son chef, Philibert Tsiranana, jusqu'en 1972. Les hommes de la génération de Tsiranana et Tsiranana lui-même, ancien instituteur qui acheva sa formation à Montpellier⁵³, sont essentiellement animés par le désir d'un système éducatif équivalent à celui des Français, parce que marqués au sceau du traumatisme de cet enseignement colonial à deux vitesses, auquel n'ont échappé que les rares malgaches citoyens français. Ils seront incapables de comprendre les motivations et désirs de la génération qui descend dans la rue en mai 1972. Une autre séquelle de ce passé malgache est une forme de partition géographique de l'enseignement. Les établissements confessionnels se sont établis très majoritairement dans les hauts plateaux, ce qui correspond aux centres du pouvoir de l'ancien royaume merina. Tsiranana et la majorité de son gouvernement entendent, à la suite des Français, rétablir l'équilibre des savoirs et des pouvoirs en faveur des côtiers, en forgeant une élite capable de contrer l'hégémonie merina.

Le pouvoir a d'abord joué le temps et l'usure. En un second moment, avec la fermeture de l'école de médecine, il joue la répression. Puis il essaye, au stade d'Alorobia, la concertation. Ce sont là facettes d'une stratégie quelque peu incohérente, et presque toujours décalée par rapport à la situation. Les deux principaux protagonistes des grévistes sont Laurent Bototeky et Barthélémy Johasy, ministre chargé auprès de la présidence des Affaires intérieures. Par contre, Tsiranana est absent. Rentré d'une tournée dans le Sud, il repart se reposer dans la station balnéaire de Ranomafana. Il y restera jusqu'au 13 mai malgré l'insistance de son entourage et les pressions de l'ambassade de France. Mais Tsiranana est malade, hémiplegique, se laisse emporter par de violentes crises de colère⁵⁴. Il s'est fait soigné en France en 1970. Il ressort de l'hôpital en ayant écrit ses *Cahiers bleus*⁵⁵, qui témoignent d'une croyance naïve en sa popularité, croyance qui ne pourra qu'être renforcé par son score électoral. Mais cette croyance se double paradoxalement d'une paranoïa qui lui fait voir des complots partout. Elle le conduira à faire arrêter son ex-Dauphin et ex-

⁵³ Voir la biographie de Philibert Tsiranana : André Saura, *Philibert Tsiranana, 1910-1978 premier président de la République de Madagascar*. 2 vol, . Éditions L'Harmattan. 2006.

⁵⁴ Entretien avec Alain Plantey

⁵⁵ Philibert Tsiranana, *Boky Manga = Le Cahier bleu : Fisainana, fahatsiarovana = Pensées, souvenirs*, Tananarive, Impr. Nationale, 1971

ministre de l'intérieur André Resampa pour conspiration avec les Etats-Unis, à démanteler un réseau « maoïste » basé à l'ORSTOM. Plus profond, la compromission et la Révolte du Sud.

Ce système d'apartheid laissera de profondes blessures qui expliquent très largement certaines positions du gouvernement malgache et de son chef, Philibert Tsiranana, jusqu'en 1972. Les hommes de la génération de Tsiranana et Tsiranana lui-même, ancien instituteur qui acheva sa formation à Montpellier⁵⁶, sont essentiellement animés par le désir d'un système éducatif équivalent à celui des Français, parce que marqués au sceau du traumatisme de cet enseignement colonial à deux vitesses, auquel n'ont échappé que les rares malgaches citoyens français. Ils seront incapables de comprendre les motivations et désirs de la génération qui descend dans la rue en mai 1972. Une autre séquelle de ce passé malgache est une forme de partition géographique de l'enseignement. Les établissements confessionnels se sont établis très majoritairement dans les hauts plateaux, ce qui correspond aux centres du pouvoir de l'ancien royaume merina. Tsiranana et la majorité de son gouvernement entendent, à la suite des Français, rétablir l'équilibre des savoirs et des pouvoirs en faveur des côtiers, en forgeant une élite capable de contrer l'hégémonie merina.

Il ne verra dans le mouvement étudiant qu'un complot communiste venu de l'étranger. C'est de Ranomafana qu'il prend⁵⁷, à l'instigation semble-t-il de Barthélémy Johasy, une décision qui lui sera fatale et le conduira à sa chute. Le 12 mai au soir, les FRS⁵⁸ encerclent le campus et arrêtent les 395 étudiants qui s'y trouvaient, ainsi que quelques adultes, prêtres catholiques et médecins⁵⁹, ces derniers s'étant portés volontaires pour accompagner les détenus. Barthélémy Johasy annonce à la radio, que le gouvernement a « neutralisé les cerveaux qui cherchaient à entraîner les jeunes gens

⁵⁶ Voir la biographie de Philibert Tsiranana : André Saura, *Philibert Tsiranana, 1910-1978 premier président de la République de Madagascar*. 2 vol, . Éditions L'Harmattan. 2006.

⁵⁷ D'après Alain Plantey, la volonté de répression violente, et donc aussi d'ouvrir le feu serait venu de Barthélémy Johasy, mais avec l'aval de Tsiranana.

⁵⁸ Forces de sécurité créées sur le modèle explicite des CRS français par l'ancien ministre de l'intérieur André Resampa.

⁵⁹ On en trouve une liste dans les Archives de l'Ambassade de France : R.P. Rémy Ralibera, R.P. Emmanuel Razafindrazendra, Docteur Rasamoely Lala, Docteur Manan' Ignace, Docteur Ratzaraza Janvier, MM. Rafenoarison Odon, Razamizannany Georges, Rabetaliana, Randrainatoro Charles (Directeur du cabinet du ministre Ramalanjoana et Psdt du syndicat FMM(?), lequel ne soutient même pas la grève étudiante, Chauffeur du Docteur Radriamanja qui était en compagnie du Père Razafindrazendra....des parents d'élèves et d'étudiants.

dans une aventure criminelle qui, si elle avait réussi, devait plonger le pays dans le chaos et détruire l'unité nationale », et la fermeture de tous les établissements scolaires. Les détenus sont expédiés par avion à l'île de Nosy Lava, au pénitencier de sinistre mémoire⁶⁰ : celui-là même qui avait été la prison des internés de 1947 et des déportés de la révolte du sud.

La guerre entre les habitants de Tananarive et le pouvoir est désormais déclarée.

La journée tragique : le 13 Mai

Une place de Tananarive porte le nom du 13 Mai, qui reste gravé dans les mémoires. Un meeting était prévu qui devait unir étudiants et travailleurs. En fait, étudiants et travailleurs descendent dans la rue, non pour un meeting mais pour ce qui va devenir très vite une insurrection. La foule des manifestants (étudiants, employés, travailleurs et Zwam) occupe le centre ville, la place de l'indépendance, se répand devant l'Hôtel de ville. On dénombre jusqu'à 100 000 personnes pour une ville qui en compte 250 000. Les travailleurs portent des pancartes sur lesquelles sont inscrits les noms des établissements où ils travaillent. On réclame le retour des « enfants ». Face à eux, des FRS, notamment sur le toit de l'Hôtel de ville. Les FRS avaient été créés sur le modèle explicite des CRS français par l'ex-ministre de l'intérieur André Résampa. Peu nombreux, n'ayant apparemment reçu aucun ordre cohérent, vont tirer sur la foule, du haut du toit de l'hôtel de ville, sur la foule qui sort de la gare. Il s'ensuit une véritable guérilla où les manifestants se regroupent par 10, 12, se dispersent, se regroupent de nouveau, osent attaquer les FRS, dont quelques uns seront lynchés, leur prendre leurs armes. On incendie des voitures, un camion des pompiers – les premières manifestations avaient été dispersées avec des canons à eau- on dresse des barricades, on démolit les trottoirs pour fabriquer des projectiles. Un groupe de manifestants attaque la radio, considérée comme la voix ordinaire du pouvoir. Un autre met le feu au *Courrier de Madagascar*, pour les mêmes motifs. Le lendemain, ce sera au tour de l'Hôtel de ville, dont l'incendie sera attisé jusqu'à la destruction complète du bâtiment. Là aussi, il s'agit d'une cible parfaitement symbolique. L'hôtel de ville est aux mains de l'AKFM, seul parti d'opposition légal à Madagascar. Mais l'AKFM s'est, aux yeux des manifestants, déconsidéré par ses compromissions avec le pouvoir. Le parti a soutenu la grève de façon particulièrement tiède. Mitraillettes côté FRS, grenades lacrymogènes offensives et, du côté des manifestants, mouchoirs mouillés contre les gaz, cocktails Molotov et, semble-t-il grenades

⁶⁰ Sur l'île, ils semblent avoir été bien accueillis par une population qui leur fait une sorte de haie d'honneur et leur apportera de quoi manger. Mais le pénitencier est trop petit et les détenus dormiront sur la plage. Entretien avec Willy Olala.

défensives. Ni la gendarmerie, ni l'armée, ni la police n'interviennent. Après son arrivée en hélicoptère en fin d'après-midi Tsiranana prononce un discours dont on imagine qu'il n'est pas fait pour calmer les manifestants, qu'il accusera en outre d'être des fumeurs de chanvre : « Il y a des meneurs qui entraînent les petits enfants...Ce sont des politiciens rusés. Attention, ce sont des bandits, donc des communistes...Quant au gouvernement, il est prêt à examiner les revendications des élèves. Ici, maintenant, il y a des morts. Qui les a tués ? Ce sont ces meneurs de grève...parce que s'ils n'avaient pas inventé cette grève, il n'y aurait pas eu ces morts. Voilà ! S'il y a eu beaucoup de morts, c'est parce que vous l'avez voulu...Si vous ne vous arrêtez pas, vos enfants mourront. Et vous aussi. Voilà ! C'est moi le Président qui vous le dit. Je vous donne un conseil, parents, travailleurs, élèves, si vous tenez à la vie, ne participez pas à la grève...Si c'est nécessaire, même s'il faut 2000 morts, nous le ferons en une seule fois ! 2000 même 3000 ! En une seule fois ! Tssak, Tssak ! Voilà des morts. Après cela, même si vous êtes 5000, 6000, 100000, on vous aura ! Tssak ! Tssak ! Mais cela ne se fera pas...Soyez sage, hein ? Tirez-vous de cette histoire louche. »

Quelques jours plus tard, le pays tout entier est en grève : on pourrait dire que, d'une certaine façon, les parents se souviennent qu'ils sont aussi des travailleurs. Des veillées funèbres sont organisées un peu partout en hommage aux morts du 13 mai (On en décompte 22 et quelques autres encore les jours suivants). Comme pour la grève étudiante, la grève des travailleurs se propage : des entreprises se mettent en grève, reprennent le travail alors que d'autres prennent le relais. A Majunga, 3000 travailleurs défilent arborant des pancartes avec les inscriptions suivantes : « Mouvement de non-violence », « Participation au deuil national », « Solidarité avec les étudiants et les travailleurs malgaches », « Ce mouvement est apolitique », « Accords de coopération à annuler, révision du Code du travail et budget type ». A Tamatave, le 16 mai, les employés des douanes ferment les grilles du port, obligeant ainsi les dockers à cesser le travail, et forment un cortège en hommage aux morts de Tananarive. Le 17, il y a débrayage partiel dans le commerce et l'industrie, total dans la fonction publique et une messe est dite à la cathédrale en hommage aux victimes. Le 18, ce sont à leur tour les cadres de la SMR (Société malgache de raffinage) qui se mettent en grève....⁶¹ On pourrait ainsi multiplier les exemples d'une grève qui touche tous les secteurs d'activité urbaine. A côté des slogans de solidarité et d'hostilité aux accords de coopération, les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail etc. De même que les étudiants, les grévistes, fonctionnaires, employés ou ouvriers du privé vont faire preuve d'une étonnante capacité d'organisation. Partout dans le pays des comités de travailleurs, les KIM, sont institués, qui

⁶¹ Nantes –archives diplomatiques – Rapports des consuls.

délèguent leur pouvoir à un comité central de grève, institué à Tananarive. Durant tous ces jours intenses, le comité central des travailleurs siège au Collège technique d'Ampefiloha, celui des étudiants au campus. Les Zoam aussi créent leurs comités. Et tous se retrouvent pour des réunions où sont listées les revendications. La plus urgente d'entre elle est maintenant celle de la démission de Tsiranana, appelée de ses vœux par la foule qui scande : « Tsiranana=FRS= Assassins » ; « Tsiranana à Nosy-Lava ». La démission de Laurent Bototoky , le 14 mai est bien trop tardive. C'est désormais la tête du Chef de l'Etat que visent les grévistes. Ils demandent la tenue d'un Congrès national regroupant travailleurs, étudiants et Zoam. Mais on n'oublie pas non plus la dénonciation des accords de coopération, ni les revendications sur l'enseignement et les salaires. Il faut souligner aussi que cette foule est remarquablement disciplinée. Il y aura bien quelques pillages incontrôlés, mais cela restera un phénomène très minoritaire.

Le pouvoir à l'armée

Du 14 au 18 , on assiste à un véritable ballet de négociations ponctuées de concessions de la part d'un pouvoir qui va céder aussi radicalement qu'il avait réprimé. Les intercesseurs officiels sont les Chefs des Eglises (catholique , anglicane et protestante), et les militaires. Les intercesseurs officieux sont les Français. Il semble, d'après les mémoires de Jacques Foccart, que les avis aient été partagés au sein du gouvernement sur une éventuelle intervention. Mais un lapsus de Jean-Philippe Lecat qui déclare au sortir d'un conseil des ministres du 17 Mai : « la France n'interviendra pas » , aurait réglé la question , alors qu'en fait rien n'était joué . Cette lecture est certes amusante mais la réalité a apparemment été beaucoup plus complexe, comme en témoigne ce que nous disent les archives diplomatiques. L'ambassadeur de France semble très hostile à une intervention qui donnerait , d'après lui, le signal d'un massacre des Français. Le 15 mai, il s'entretient avec le Général Bocchino à qui Tsiranana a demandé de prendre la direction des opérations de maintien de l'ordre. Pour l'ambassadeur, la situation est claire. Il est hors de question, pour des raisons de sécurité des ressortissants français, d'ouvrir le feu. Et il conseille (ou ordonne) à Bocchino de refuser la charge qui lui serait confiée et de demander à Tsiranana de nommer à la direction des opérations un officier supérieur malgache. Si Tsiranana adresse une demande d'intervention auprès du gouvernement français, il « la transmettra avec de telles réserves que Pompidou ne pourra que la refuser ».⁶² Il n'y

⁶² L'ambassadeur raconte qu'il a modéré les ardeurs du Général Bigeard. Ce dernier, dans son désir d'en découdre, lui aurait dit avoir reçu un télégramme de Pompidou lui demandant d'intervenir, ce que l'ambassadeur lui aurait interdit de faire. Il lui aurait ordonné par contre, de haranguer les manifestants, en tenue mais sans arme pour les empêcher d'investir le siège du gouvernement et de leur assurer par la même occasion qu'il n'y aurait pas d'intervention française. Entretien avec Alain Plantey.

eut aucune hostilité manifeste à l'égard des Français durant ces journées. Certains, enseignants, étudiants ou lycéens participèrent même au mouvement à ses débuts⁶³, jusqu'à ce qu'on leur fasse comprendre, à partir du 13 mai, que c'était désormais l'affaire des seuls malgaches. Les services de renseignement de l'ambassade ne signale qu'un cas d'un ressortissant français pris à partie alors qu'il filmait les manifestations. Mais il est défendu par des étudiants et s'en sort indemne. On compta des morts dans la communauté comorienne, alors française. Mais la place des comoriens – dont une dizaine font partie des FRS – est tout-à-fait particulière à Madagascar et quelque aient été les causes de leur mort, elles n'ont rien à voir avec un sentiment anti-français. Aucune agressivité, aucune haine ne s'exprima et, plus étrange sans doute, les symboles de la présence française – l'ambassade de France, le centre culturel Albert Camus situés en plein centre ville – ne furent jamais des cibles pour les manifestants. Un an plus tôt, lors de la révolte du Sud, il en était allé de même : un tract avait été massivement diffusé, d'une sensibilité qui correspond assez bien à celle qui règne en 1972 : « Aux Français résidant à Madagascar ... Tsiranana est fou. Parmi vous, les ennemis déclarés du peuple malgache dans l'insurrection actuelle sont : 1° Le Général Bocchino – 2° Plantey, ancien secrétaire de Foccart... Nous savons que vous ne voulez pas engager la France dans une guerre de spoliation et d'exploitation de notre peuple.... vous êtes hostiles aux guerres impérialistes d'Algérie et du Vietnam... Nous vous faisons confiance pour éviter que le gouvernement français s'engage dans une guerre dont le peuple français ne tire aucun profit... » Ceci s'explique en partie, mais en partie seulement par la peur ou l'inquiétude d'une intervention militaire française. Selon les accords de défense, l'armée française, sous le haut commandement du Général Bigeard, commandant en chef des forces françaises de l'océan indien, offre son soutien logistique à la jeune armée malgache, à la gendarmerie et à la police. Une force française d'intervention est sur place – 4 200 hommes basés à Ivato (non loin de la capitale) et à Diego-Suarez. C'est un militaire français, le Général Bocchino, qui est le chef de l'état-major particulier du Président de la République et associé à ce titre à nombre d'affaires de maintien de l'ordre et répression. Les militaires français sont présents aux échelons supérieurs d'une armée, dont les cadres quand ils ne l'ont pas été en France et n'ont pas servi dans l'armée française (jusqu'en Algérie et Indochine pour beaucoup) sont instruits par les Français⁶⁴.

Les manifestants obtiennent assez facilement le retour des jeunes exilés, transportés par avion jusqu'à l'aérodrome d'Ivato puis en car. Et le 16 Mai en fin d'après-midi, une foule silencieuse, bras

⁶³ Entretien avec Olivier D'Hont. Le consul de France à Fianarantsoa signale un tract distribué par des français et signé Jean-Paul Sartre.

⁶⁴ Il y a aussi quelques instructeurs israéliens.

levés, accueille en silence les 25 cars qui transportent les grévistes. C'est le 16 Mai aussi qu'apparaît le slogan : « le pouvoir à l'armée ». Et il sera écouté : le 16 toujours, et sur la suggestion de l'ambassadeur de France, Tsiranana nomme le Général Andriamahazo gouverneur militaire de la province de Tananarive. Il fait voter dans l'urgence une réforme constitutionnelle qui ne sera jamais appliquée. Le 18, il annonce officiellement à la radio qu'il dissout le gouvernement et donne les pleins pouvoirs au Général Ramanantsoa. Ce dernier, qui, semble-t-il, a beaucoup hésité à accepter, déclare notamment à une foule en liesse : «Le Président de la République m'a donné les pleins pouvoirs, je suis un militaire, je ne suis pas un politicien. Pour le bien du pays, la vie politique sera mise en sommeil. Je porterai mon effort sur les domaines économique, social et culturel, au bénéfice des plus nécessiteux. Je vous demande de m'aider en reprenant le travail et en faisant preuve de discipline et de patience. Je vais constituer un gouvernement apolitique de militaires et de techniciens. J'ai comme première ligne de conduite de développer l'unité nationale ».⁶⁵

L'appel à l'armée a spontanément jailli de la foule. Les militants les plus radicaux parmi les étudiants, ceux qui via le comité animation et propagande avaient contribué à radicaliser politiquement le mouvement des jeunes, n'y sont bien entendu pour rien. La foule, qui en était inquiète sait gré à l'armée de n'être pas intervenue pour défendre le régime. Les militaires, comme nous l'avons vu, ont joué le rôle d'intermédiaire. D'autre part, on demande la démission de Tsiranana et de ses ministres mais il n'y a aucune alternative possible, aucune opposition crédible susceptible de les remplacer. Et la peur du chaos (le ravitaillement manque déjà, on constate une pénurie d'essence...), la peur du vide joue son rôle. Enfin, last but not least, cette révolte est aussi nationaliste, du nationalisme d'un pays qui a vécu trop longtemps sous tutelle, d'un nationalisme indépendantiste. Les étudiants, la

Les manifestants obtiennent assez facilement le retour des jeunes exilés, transportés par avion jusqu'à l'aérodrome d'Ivato puis en car. Et le 16 Mai en fin d'après-midi, une foule silencieuse, bras levés, accueille en silence les 25 cars qui transportent les grévistes. C'est le 16 Mai aussi qu'apparaît le slogan : « le pouvoir à l'armée ». Et il sera écouté : le 16 toujours, et sur la suggestion de l'ambassadeur de France, Tsiranana nomme le Général Andriamahazo gouverneur militaire de la province de Tananarive. Il fait voter dans l'urgence une réforme constitutionnelle qui ne sera jamais appliquée. Le 18, il annonce officiellement à la radio qu'il dissout le gouvernement et donne les pleins pouvoirs au Général Ramanantsoa. Ce dernier, qui, semble-t-il, a beaucoup hésité à accepter, déclare notamment à une foule en liesse : «Le Président de la République m'a donné les pleins pouvoirs, je suis un militaire, je ne suis pas un politicien. Pour le bien du pays, la vie politique sera

⁶⁵ ANM – Fonds Présidence

mise en sommeil. Je porterai mon effort sur les domaines économique, social et culturel, au bénéfice des plus nécessiteux. Je vous demande de m'aider en reprenant le travail et en faisant preuve de discipline et de patience. Je vais constituer un gouvernement apolitique de militaires et de techniciens. J'ai comme première ligne de conduite de développer l'unité nationale ».⁶⁶

L'appel à l'armée a spontanément jailli de la foule. Les militants les plus radicaux parmi les étudiants, ceux qui via le comité animation et propagande avaient contribué à radicaliser politiquement le mouvement des jeunes, n'y sont bien entendu pour rien. La foule, qui en était inquiète sait gré à l'armée de n'être pas intervenue pour défendre le régime. Les militaires, comme nous l'avons vu, ont joué le rôle d'intermédiaire. D'autre part, on demande la démission de Tsiranana et de ses ministres mais il n'y a aucune alternative possible, aucune opposition crédible susceptible de les remplacer. Et la peur du chaos (le ravitaillement manque déjà, on constate une pénurie d'essence...), la peur du vide joue son rôle. Enfin, last but not least, cette révolte est aussi nationaliste, du nationalisme d'un pays qui a vécu trop longtemps sous tutelle, d'un nationalisme indépendantiste. Les étudiants, la foule entonne l'hymne national, celui-là même du MDRM⁶⁷.

foule entonne l'hymne national, celui-là même du MDRM⁶⁸. Le drapeau est omni présent : drapeau blanc et rouge aux couleurs de l'ancien royaume merina dont le vert, symbole du PSD, est arraché. Il n'est donc pas impossible qu'un pays tout récemment indépendant, éprouve une fierté à l'égard de sa toute aussi jeune armée. Mais la foule conçoit ce recours à l'armée comme transitoire, en attendant la tenue de ce congrès national populaire qui pourrait jouer dans son esprit le rôle d'une constituante. L'histoire en décidera autrement. D'abord, le Général Ramanantsoa ne cédera pas aux pressions et maintiendra à son poste un Tsiranana auquel il doit sa légitimité. Mais une autre raison est avancée par le Général pour garder Tsiranana. C'est la traditionnelle opposition merina/côtiers, dont ont joué largement les Français pour asseoir leur domination et contrer les mouvements nationalistes. L'Etat-major de l'armée malgache est merina, le Général est merina mais Tsiranana est côtier. Si l'on en juge par la circulation quasi-immédiate (dès le 20 mai) de tracts appelant les côtiers à rejeter le pouvoir merina, cette crainte n'était pas totalement infondée.

⁶⁶ ANM – Fonds Présidence

⁶⁷ Mouvement démocratique de la révolution malgache. Les leaders de ce mouvement nationaliste, fondé en 1946 seront accusés d'avoir fomenter l'insurrection de 1947. L'AKFM en est l'héritière. Néanmoins, Jacques Rabemanjara, qui fut un des internés de 47 s'est rallié à Tsiranana dont il est un des ministres en 72.

⁶⁸ Mouvement démocratique de la révolution malgache. Les leaders de ce mouvement nationaliste, fondé en 1946 seront accusés d'avoir fomenter l'insurrection de 1947. L'AKFM en est l'héritière. Néanmoins, Jacques Rabemanjara, qui fut un des internés de 47 s'est rallié à Tsiranana dont il est un des ministres en 72.

Ouvriers, Zoam et étudiants présentent dès le 20 mai leurs revendications au nouveau pouvoir :

- Garanties des libertés démocratiques ; Assurance que le régime militaire aura un caractère transitoire et cédera la place à un gouvernement défini par une nouvelle constitution ;
réunion d'un congrès national – ou Assemblée constituante- qui réunira les travailleurs et les étudiants en vue de définir un nouveau régime et élaborer une nouvelle constitution ;
libération de tous les prisonniers politiques détenus par le gouvernement Tsiranana ;
Abrogation de l'ordonnance sur la mise en résidence surveillée⁶⁹ ; paiement des heures de grève jusqu'au 22 mai à tous les travailleurs des secteurs privés et publics.

Les assurances obtenues du Général Ramanantsoa sont apparemment suffisantes pour les 500 délégués réunis à Ampefiloha , qui déclarent une suspension conditionnelle de la grève, alors que les étudiants, plus méfiants votent la poursuite de la grève. On voit apparaître les premières dissensions d'un mouvement jusqu'alors soudé.

- Le rêve de démocratie sociale, d'un « Etat des petits » qui animaient les membres des Kim, n'aura duré qu'un temps. Gérard Althabe les pense guidés par le désir plus ou moins conscient de la restauration du Fokonola, la communauté rurale, à l'échelle de la nation. Il faudrait aussi scruter les influences possibles sur le mouvement , celles de ces autres mouvements sociaux et grèves générales des années 68, partout dans le monde. Si le régime malgache avait interdit les éditions sociales du territoire, la littérature marxiste et/ou gauchiste circulait. Le *petit livre rouge* avait été traduit en malgache. Les éditions Maspero aussi circulaient, *Le Monde*, le *Nouvel Observateur* et *Jeune Afrique de même* , et toute une littérature de gauche propagée souvent par les prêtres catholiques. L'AEOM avait, après 68 , envoyé des militants pour former les étudiants malgaches. Toute une histoire reste à faire, au-delà bien sûr des composantes spécifiquement malgaches du mouvement, une histoire en termes d'influence et de transfert, de circulations des idées et des individus. Toujours est-il que, quelque soient les raisons à l'origine de ces formidables aspirations qui ont ébranlé Madagascar, les lendemains seront amers. Le Général Ramanantsoa assoiera son pouvoir par un référendum du 8 octobre qui, au-delà de la légitimité que lui conférait l'investiture qu'il avait reçu de Tsiranana, lui donnera une légitimité populaire. Le Congrès national populaire aura bien lieu, du 4 au 19 septembre mais, quelque soient par ailleurs l'intérêt des revendications présentées et des mesures proposées, servira en fait de machine électorale au Général. Après le 20 mai, l'influence des militants les plus radicaux ira en déclinant. La volonté d'associer le monde

69

paysan au Congrès sera, sauf marginalement, mise en échec. Le mouvement de 72 n'a pas concerné une paysannerie pourtant largement majoritaire. Il a concerné avant tout les classes moyennes urbaines et leurs enfants. Néanmoins, victoire incontestable du mouvement les accords de coopération seront effectivement renégociés et la malgachisation accélérée.

Le rôle de la France

Le général Gabriel Ramanantsoa lui-même est Saint-Cyrien, mariée à une Française, ancien colonel de la guerre d'Indochine. Il parle, encore en 1972, mieux français que malgache. Qu'en a-t-il été du rôle de la France ? C'est lui aussi qui convainc le Président malgache de nommer le Général Andriamahazo gouverneur militaire de Tananarive. Ce sont les conseillers français du Président Tsiranana qui font pression pour qu'il dissolve le gouvernement et en appelle à une « personnalité incontestée » pour résoudre la crise. Un autre élément va dans le sens de cette opposition à l'intervention. Le 13 mai les forces françaises basées à Ivato sont en manœuvre avec l'armée malgache. Il est question de les rappeler à Tananarive mais elles ne reviendront finalement que le 15. Par contre, l'armée française a fourni à l'armée malgache des grenades offensives dès le 12 mai. Et c'est encore l'armée française qui va assurer in fine la sécurité du Président Tsiranana. Cette intervention minimaliste, faite essentiellement de pressions et d'influence s'explique aisément. Tsiranana est trop compromis, par la répression consécutive à la révolte du sud, par l'arrestation de Resampa, en qui les Français voyaient un successeur potentiel. Néanmoins il est hors de question qu'il arrive quoi que ce soit à l'allié de toujours, ne serait-ce que pour préserver une hégémonie et une image de marque et sans parler d'éventuelles amitiés et liens dont est riche la Françafrique. Enfin, les intérêts français ne sont pas menacés dans ce qu'ils ont d'essentiel. Les manifestants remettent en cause les accords de 60 mais non le principe même de la coopération. Ils revendiquent une place dans leur propre pays mais ne s'attaquent qu'à la marge aux intérêts financiers de la France ou, quand ils le font c'est de façon très théorique et générale. Paris, enfin, peut se satisfaire de la nomination du Général Ramanantsoa, qui remplace un Président devenu, suivant le mot de l'ambassadeur, « ingérable ».

Il est toujours utile, nous semble-t-il, de comparer les différentes situations héritées de la disparition de l'Empire français. Deux spécificités malgaches sont aisément identifiables : la place de la question des langues d'une part et d'autre part le poids des événements de 1947. La question des langues d'abord : les manifestants de Mai 72 portent au cœur de leur revendication celle de la malgachisation de l'enseignement. Mais le mouvement non seulement fait de la langue malgache

son objet, mais aussi la réinvestit en l'utilisant, se la réapproprie. La langue est à la fois le but et l'instrument du mouvement. La subversion et le détournement du français, l'utilisation du malgache là où il ne l'était jamais, dans les allocutions, dans les discours, le réinvente comme langue de savoir et langue de pouvoir, lui redonne un statut que la colonisation lui avait dénié, tout en faisant la langue de la contestation. En ce sens, on n'aura rarement vu un mouvement social aussi cohérent avec lui-même, aussi fidèle à ses objets de lutte dans les formes qu'il prend, on aura rarement vu une adéquation aussi forte entre le signifiant et le signifié. La Langue était l'instrument symbolique par excellence de la domination coloniale, elle devient, en 1972, et par un étonnant renversement des choses, l'instrument symbolique de libération de cette domination.

Une des revendications adressée au Général Ramanantsoa est la suppression de la commémoration de l'Indépendance. Le Général tiendra bon, et peut-être ainsi s'inscrira dans une continuité qui n'est pas celle de la révolte mais de la collaboration.

25 ans séparent 1972 de 1947, c'est-à-dire d'une insurrection nationaliste réprimée dans le sang. En 1960, ce sont ceux-là même qui se sont trouvés aux côtés de la France en 1947, les héritiers du PADESM, qui détiennent le pouvoir. Ironie de l'histoire, à n'en pas douter qui fait qu'une puissance coloniale refuse l'indépendance à un peuple pour la lui octroyer 13 ans plus tard. Il y a sans doute là ce qui est le péché originel dans l'histoire de la Jeune République malgache – et peu importe le ralliement individuel de Jacques Rabemananjara.

*Le système d'enseignement à Madagascar : legs colonial et accords de coopération*⁷⁰

⁷⁰ Au sujet de l'enseignement à Madagascar, on consultera le livre très complet de : Anne-Marie Goguel, *Aux origines du mai malgache : désir d'école et compétition sociale 1951-1972*, Karthala, 2006. Sur l'enseignement au moment des événements, on peut consulter : Julien Rakoto, La crise de l'enseignement supérieur à Madagascar, *Le Mois en Afrique : revue française d'études politiques africaines*, n°71, novembre 1971, pp.53-79